



## **PLUS DE 300 AGENTS SE MOBILISENT CONTRE LA DEGRADATION DE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL, LE DIRECTEUR REGIONAL EST CONTRAINT DE LES RECEVOIR LE 17 MAI 2011**

Le 20 janvier, 300 agents envahissent le CTPD « suppressions d'emplois » de la DRFIP de Paris et déposent 3 000 signatures contre les suppressions d'emplois.

La Direction assume les suppressions d'emplois et répond « nous serons raisonnables dans ce que nous demanderons aux agents ».

Le 17 mai, plus de 300 agents tirent le bilan en déposant une centaine de cahiers de revendications établis dans les services, avec les collègues.

Constat: la situation est tout, sauf raisonnable! Les agents n'en peuvent plus! Ils sont intervenus pour dénoncer:

- les suppressions de postes (180 suppressions d'emplois sur la DRFIP),
- les transferts de tâches sans les emplois correspondants (CFE, missions de l'ACIP confiées aux SIE et SIP),
- l'accumulation des notes de service sans commentaire, ni directive, ni aide à l'organisation du travail,
- la difficulté croissante d'accomplir pleinement toutes nos missions (exemple: abandon du recouvrement pour certaines CFE, abandon de la mise en recouvrement pour certains DFE,...),
- la dégradation des relations avec les contribuables (accueil, téléphone, courriel, téléprocédures,...),
- les conditions matérielles (locaux inadaptés, superficie insuffisante, déménagement, travaux incessants...),
- non respect des droits des agents (pression et refus sur les congés, sur les formations, sur les autorisations d'absence,...),
- refus d'une autorisation d'absence pour le pont du 3 juin.

Dans cette assemblée les agents ont clairement exprimé leur volonté de réaliser toutes leurs missions, de défendre le service public et de faire respecter leurs droits. Ils refusent l'augmentation du stress et du mal être au travail (pression hiérarchique, pression statistique, polyvalence,...).

La Direction a reconnu que les agents ne sont pas responsables de cette situation. Elle a répété que les suppressions de postes sont décidées par la loi de Finances et que la DRFIP est chargée d'organiser la ventilation des suppressions.

Incapable de faire face aux difficultés exprimées par les agents, elle a refusé d'apporter les réponses concrètes que les agents attendent.

Face à ce manque de responsabilité et cette impuissance devant les agents, les services et les missions, l'assemblée a quitté la salle.

Les agents restent déterminés, ils ne lâcheront rien car ils veulent travailler dans de bonnes conditions avec les moyens nécessaires.